

Daniel Wappler, adjoint au maire en charge des finances, de la vie économique et de l'emploi à exposé les résultats de l'exécution du budget 2006 et la situation financière de notre ville, au conseil municipal, réuni en séance extraordinaire le 29 juin.

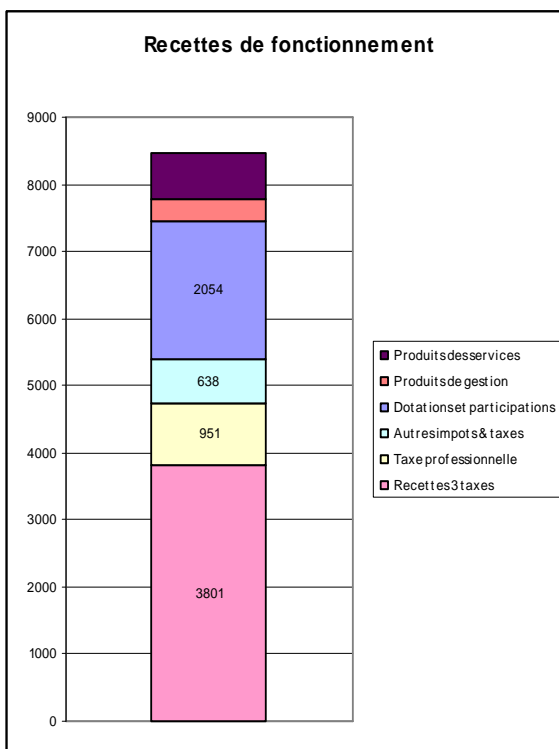
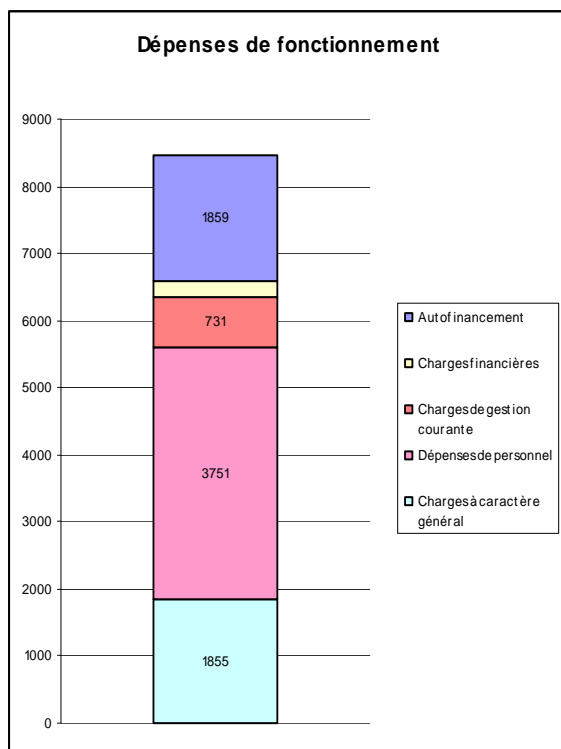
L'année 2006 s'est inscrite dans la parfaite continuité de la politique de gestion financière mise en place depuis 2003 à savoir :

- La priorité donnée au développement de la Ville grâce à des dépenses d'investissement soutenues (2477000 €)
- La poursuite du désendettement avec une diminution de l'encours de dette de 620000 € sur l'exercice 2006
- Une maîtrise des dépenses de fonctionnement ayant permis de ne pas augmenter les taux de fiscalité.

L'exécution du budget

Le compte administratif 2006 de la Ville de Villecresnes présente un total de dépenses brutes de 9216099,15 € et de recettes brutes de 11138716,27 €. Diminuées des écritures d'ordre les dépenses réelles se chiffrent à **8760501,93 €** et les recettes réelles à **10683119,05 €**.

Au **budget de fonctionnement** les dépenses s'élèvent à **6593508,28 €** et les recettes à **8452703,63 €**. Elles se décomposent comme indiqué dans les graphiques ci-dessous :



Il faut noter que pour la troisième année consécutive, et grâce aux efforts de tous, les charges à caractère général ont été contenues sous la barre des 1900000 €. Les charges de personnel à 3751064,27 € représentent près de 57% des dépenses de fonctionnement.

Les charges financières (intérêts des emprunts) qui sont de 257300,42 €, sont demeurées équivalentes à celles de 2005, grâce à la renégociation de la dette.

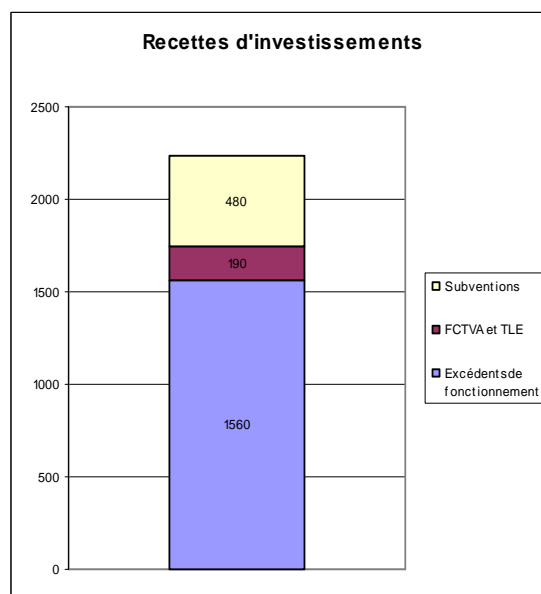
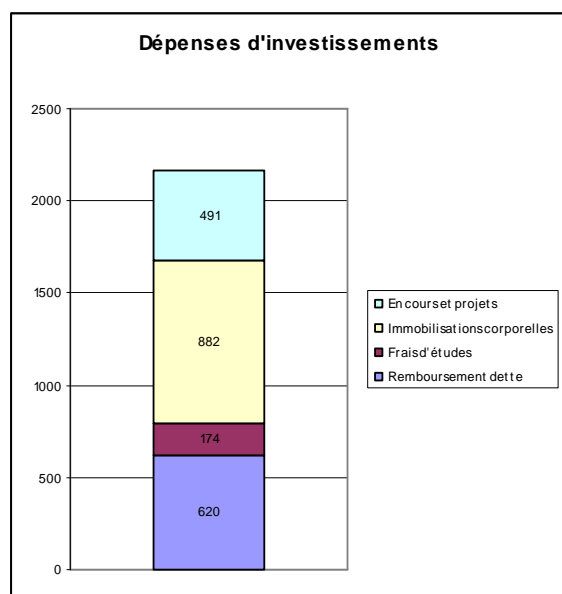
Au niveau des recettes, les 3 taxes concernant les ménages (taxe d'habitation et taxes foncières) représentent 3800000 € tandis que la taxe professionnelle rapporte moins d'un million d'euros. Il faudra encore quelques années avant que cette situation ne s'améliore.

Malgré le blocage des taux d'imposition, le produit de la taxe d'habitation et des taxes foncières est en augmentation en raison de la hausse des bases et du nombre de logements.

Au **budget d'investissement**, Les dépenses réelles sont de **2166993,65 €** et les recettes réelles de **2230415,42 €**.

Le remboursement en capital de la dette a été de **620153,82 €** et les bons résultats enregistrés depuis quelques années en fonctionnement nous ont permis, une nouvelle fois, de ne pas recourir à des emprunts nouveaux.

Hors remboursement de la dette, le total des dépenses d'investissement s'élève à **1546839,83 €**, soit une diminution de plus de plus de 27 % par rapport à 2005 (2141478,14 €). Cette diminution s'explique par la non réalisation d'opérations spécifiques (Ecole du Réveillon pour 426 078,62 € et d'opérations de voiries)



L'exécution budgétaire 2006 (fonctionnement et investissements confondus) a donc généré un résultat de **1922617,12 €**.

Il faut ensuite tenir compte du déficit des restes à réaliser 2006 qui est de **305236,08 €**. Il résulte de l'écart entre les 768749,83 € de dépenses restant à réaliser et les 463513,75 € de recettes restant à percevoir.

Enfin nous devons amortir le déficit d'investissement des exercices antérieurs (508102,93 €) ce qui, laisse un excédent net de **1109278,11 €**.

Les ratios

Dans un souci de **transparence**, la Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite « Loi A.T.R. ») a instauré l'obligation de faire figurer, en annexe des documents budgétaires, quelques données synthétiques sur la situation financière.

Les **ratios** présentés ci-dessous permettent de mesurer les effets de notre gestion financière depuis 2002. En particulier on observera la baisse de la dette par habitant, conjuguée à l'augmentation des dépenses en équipements.

Le nombre d'habitants retenu pour le calcul des ratios du Compte Administratif 2006 est celui issu du recensement 1999 de la population soit 8 443 habitants.

	C.A. 2006	C.A. 2005	C.A. 2004	C.A. 2003	C.A. 2002
1/ Dépenses réelles de fonctionnement / Population	798	778	821	773	744
2/ Produit des impositions directes / Population	563	528	522	465	483
3/ Recettes réelles de fonctionnement / Population	1038	988	965	933	881
4/ Dépenses d'équipement brut / Population	274	254	196	121	139
5/ Encours de la dette / Population	596	629	672	714	760
6/ DGF / Population	202	200	198	158	158

L'état de la dette

Durant l'exercice 2006, **aucun emprunt** nouveau n'a été contracté. Il devrait en être de même en 2007.

Le profil d'extinction de la dette est présenté ci-dessous. Il correspond à une photographie de la dette au 31/12/2006.

